

Dossier d'étude : « Conférence Mondiale : Rio+20 »

Du développement durable à l'économie verte, quels enjeux ? Quelle alternative ?

(Extrait du Bulletin du Réseau Féministe n° 335-Juin 2012)

Introduction

Dans le cadre de la Conférence RIO + 10, en 2002, le Réseau Féministe « Ruptures » était partie prenante du Collectif Jo'burg et du groupe de travail regroupant différentes associations féministes qui ont co-élaboré et présenté la plateforme « Femmes pour la qualité de la vie » que vous pouvez retrouver sur le site de notre association : <http://www.reseau-feministe-ruptures.org>

Le Réseau Féministe « Ruptures » a pris l'initiative d'organiser une réunion le 28 avril 2011 pour envisager la faisabilité d'une poursuite du travail élaboré en 2002, enrichi du nouveau contexte mondial et des thématiques qui sont l'enjeu de la Conférence en 2012. Cette réunion a débouché sur une co-élaboration d'un nouveau texte collectif d'associations féministes et sur des contributions coordonnées, soit dans le cadre du Collectif français Rio+20, en lien avec le Groupe majeur femmes de l'ONU.

Pour analyser les Sommets Mondiaux du Développement Durable, il est nécessaire de les replacer dans le contexte mondial des institutions internationales et de leur articulation.

Le Sommet de la Terre en 1992 à Rio a permis la signature de deux conventions sur les climats, sur la biodiversité et la mise en chantier de textes sur les forêts, la désertification ainsi que celui pour la création de la Commission mondiale pour le développement durable.

Du 20 au 22 juin, Rio de Janeiro (Brésil) accueillera une nouvelle Conférence des Nations-Unies pour un Développement Durable (CNUDD), vingt ans après le Sommet de la Terre de 1992, déjà à Rio. Sujet principal : « l'économie verte » qui est en passe d'être promue par les institutions internationales comme solution aux multiples crises actuelles, comme le fut le développement durable en son temps.

« La Conférence du Sommet de la Terre Rio+20 se présente donc dans un contexte différent : la crise économique globale étant au centre de la préoccupation des gouvernements, la conférence va tendre à la polarisation entre deux voies de sortie face à la crise globale via l'austérité et la récession ou via le développement et la consommation visant à l'inclusion sociale. Avec pour arrière plan commun la légitimation de l'économie.

Parmi les questions abordées : Que signifie passer du développement durable à l'économie verte ? Que se cache-t-il derrière ce nouveau concept d'économie verte : la croissance verte ? le capitalisme vert ? Autre chose ? Quel bilan faut-il tirer de ces vingt dernières années alors que la dégradation écologique s'est accélérée, les inégalités se sont creusées et que les démocraties sont mises à mal ? Quelles perspectives ? Quelles alternatives pour une économie du bien vivre dans un monde soutenable ?

Pour toutes ces raisons, le Sommet des Peuples (Forum alternatif des ONG) ne sera pas qu'un évènement. Il s'agira davantage d'un moment dans la construction et le renforcement d'un mouvement global qui chaque jour intègre de nouveaux défis et, par conséquent de nouvelles possibilités et de nouvelles contradictions. Ce sera donc un moment crucial et stratégique car tout indique qu'il pourrait

inaugurer un nouveau cycle, où l'unité des mouvements sociaux qui existait auparavant autour de l'anti-néolibéralisme pourra s'élargir à une critique plus profonde et en arriver à placer la nature au centre des luttes pour les droits et la justice. La lutte pour l'emploi et les droits en viendra à marcher main dans la main avec celle de la défense des Biens Communs et de la nature. Ceci pourra être le principal legs du Sommet des Peuples à Rio+20 pour le mouvement global. » (Fatima Mello, Solidarité et Education, 21 mai 2012).

Présentation du dossier

- Chronologie des Sommets de la Terre ;
- Le Sommet de Johannesburg 2002 vu du point de vue des femmes et des associations féministes ;
- Positions des associations en vue du Sommet des Peuples Rio+20 et de la Conférence officielle :
 - . Groupe français Genre et Développement Durable : synthèse du document de positionnement du groupe ;
 - . Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté : « Les Femmes dans la lutte contre la marchandisation de la nature et de la vie ! » ;
- Positions des associations françaises généralistes :
 - . Collectif Rio+20
 - . Attac-France.

1. Chronologie des Sommets de la Terre Sommet mondial du Développement Durable

En 1972, le Club de Rome, puis la Conférence de Stockholm avaient souligné la limite des ressources terrestres. En 1992, le Sommet de la Terre organisé à Rio a consacré la notion de développement durable.

L'héritage de « Rio 1992 » : le développement durable devient une priorité. Les Sommets de la Terre ont contribué à mettre en avant les sujets environnementaux et sociaux dans la sphère médiatique puis dans l'agenda politique.

« Rio 1992 » a particulièrement marqué les esprits. Cette rencontre fut l'occasion d'une prise de conscience internationale de la persistance des inégalités de développement et de la dégradation des ressources naturelles. Le Sommet de la Terre de 1992 a produit quatre documents visant à organiser la transition vers un développement durable qui ont valeur d'engagement pour les pays signataires : la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le développement, deux conventions sur les changements climatiques et sur la diversité biologique et l'Agenda 21. La Déclaration comporte in fine 27 principes fondateurs de la coopération mondiale en faveur du développement durable. L'année suivante, en 1993, le principe du droit au développement fut repris par la Conférence mondiale des Droits de l'Homme.

Un sommet fondateur de la coopération contre le changement climatique et pour la protection de la biodiversité. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) signée en 1992 pose les bases de la lutte contre le changement climatique. La CCNUCC conduit cinq ans plus tard à la conclusion du Protocole de Kyoto, qui vise à réduire les émissions de six gaz à effet de serre (GES) par les pays industrialisés en leur assignant des objectifs nationaux, ainsi que des obligations de solidarité internationale.

La Convention sur la diversité biologique (CBD). Elle porte à la fois sur la conservation de la biodiversité et le développement des biotechnologies. Elle prévoit également une assistance financière

internationale destinée à permettre aux pays en développement d'assurer la protection des espèces. La Convention a été ratifiée par plus de 170 pays, à l'exception notable des Nations-Unis.

L'Agenda 21 : une réalisation mondialement reconnue. L'Agenda 21 est un document de 800 pages, c'est un guide d'action rédigé à l'horizon d'un siècle qui tente d'embrasser la totalité des thèmes du développement durable. Chacun de ses 40 chapitres décrit un programme spécialement conçu pour la mise en œuvre de chaque objectif, assorti d'une estimation de coût.

Que peut-on attendre de « Rio 2012 »

Un enjeu officiel : la définition de l'économie verte. La complexité de la notion d'économie verte et équitable explique en partie la difficulté d'arriver à un accord international sur ce sujet. Un autre obstacle tient aux craintes et aux affrontements idéologiques qu'elle polarise. Plusieurs composantes de la société civile critiquent les termes d'« économie verte » au motif qu'ils supplantent l'objectif de lutte contre la pauvreté. C'est le cas du Groupe majeur représentant les femmes qui propose de substituer à cette expression celle d'économie durable et équitable » ou « d'économie verte inclusive ». La position de l'Union européenne est proche de cette conception qui souligne l'aspect social. Certaines organisations non gouvernementales (ONG) contestent également le terme « d'économie verte » employé au singulier, au motif qu'il tendrait à établir l'existence d'un modèle économique unique, conforme aux principes du développement durable et applicable dans tous les pays. Elles proposent donc d'employer cette expression au pluriel étant donné qu'il « *n'existe aucun modèle unique compatible avec tous les pays et toutes les sociétés* ».

Renforcer la gouvernance mondiale et associer la société civile. Dans le domaine environnemental, plusieurs options de refonte dont certaines sont suggérées depuis vingt ans par la société civile, sont discutées : agglomérer les accords environnementaux par région ou par thème, fonder une cour de justice environnementale, un conseil de sécurité environnemental, réformer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour améliorer la prise en compte de l'environnement ou encore créer une agence spécialisée. Cette dernière proposition est avancée par la France et par l'Union Européenne. Elle vise à créer une agence spécialisée des Nations Unies qui serait nommée Organisation mondiale de l'environnement (OME) ou Organisation des Nations Unies pour l'Environnement (ONUUE). Quelle que soit la réforme retenue pour la gouvernance du développement durable, elle devra améliorer la participation des acteurs non étatiques. Le groupe majeur représentant les femmes milite pour ouvrir les négociations sur une nouvelle convention consacrée au dixième principe de la Déclaration de Rio. Cette proposition est proche de celle du Comité des Régions de l'Union européenne qui appelle à la « *promotion d'une démocratie environnementale mondiale* ». En 1992, à Rio, en parallèle de la conférence officielle conclue par un sommet des chefs d'Etat et de ministres, un « Forum global » a rassemblé 17 000 participants ONG, membres de la société civile et visiteurs.

Relancer la coopération internationale contre la faim et les inégalités d'accès aux ressources. Près d'un milliard de personnes sont aujourd'hui sous-alimentées, soit au moins 108 millions de plus par rapport au début des années 1990 selon les estimations de 2007.

La Conférence « Rio+20 » suscite de nombreuses attentes. Si le contexte actuel de la gouvernance mondiale ne permet pas d'envisager l'adoption d'objectifs contraignants, les délégations réunies en juin 2012 peuvent néanmoins, dans la lignée des sommets précédents, s'entendre sur des points clefs, notamment une feuille de route pour une économie verte et équitable, le principe d'objectifs mondiaux du développement durable et enfin une rénovation de la gouvernance dédiée, qui tienne compte de la société civile et qui s'articule avec les travaux scientifiques.

(Extraits de la Note d'analyse Développement Durable, n° 261, janvier 2012 du Centre d'analyse stratégique, institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du 1^{er} ministre).

2. Le Sommet Jo'burg 2002 vu du point de vue des femmes

La participation des ONG et en particulier, des ONG femmes, a été forte et a contribué à la sensibilisation de l'opinion publique. La déclaration de Rio sur l'environnement et le développement ainsi que l'Agenda 21 (Plan d'action) ont indéniablement constitué à l'époque une arme pour rappeler leurs devoirs publics aux tenants du pouvoir. La déclaration a fait une place explicite aux femmes, aux peuples autochtones et aux « citoyens ». Pourquoi cette érosion rapide des engagements ?

Avec la création à Marrakech en 1995 de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) l'on assiste à la montée en puissance d'un modèle économique productiviste pourtant déjà obsolète. A cela s'ajoute la persistance de l'idéologie de la croissance illimitée comme moteur voire comme condition de la soutenabilité du développement.

Déjà à Rio, dans l'Agenda 21, au chapitre 2, on trouve la recommandation de la « *promotion d'un développement soutenable par la libéralisation du commerce* ». (Art. 3). L'on attendait que les gouvernements « *prennent en compte les résultats de l'Uruguay Round en favorisant un système multilatéral ouvert, non-discriminatoire et équitable* ». (Art. 9) On peut dire que Rio a ainsi contribué à préfigurer un agenda en termes de croissance et de libre échange et c'est cette vision qui a pris de l'ampleur dans les années post-Rio. En même temps que l'OMC, est entré en vigueur l'Accord général sur le commerce des services, l'AGCS, qui soumet les pays membres à des renégociations périodiques vers plus de privatisation des services. L'AGCS concerne tous les secteurs y compris les plus vitaux : l'accès à l'eau, l'enseignement, les soins médicaux ou la gestion des ressources tomberont sous la coupe du tribunal de l'OMC.

Des femmes et des réseaux ... pendant le Sommet. En France, Femmes et Changements, après avoir réalisé une étude sur « Les femmes et le suivi de l'Agenda 21 » a lancé l'idée d'une plate-forme internationale de réflexion et d'action à laquelle ont participé plusieurs associations dont le Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures ». L'objectif était d'assurer une participation réelle et active des femmes dans le processus de préparation du Sommet mondial du développement durable à Johannesburg en 1992 et au-delà ; contribuer à la reconnaissance des femmes comme citoyennes créatrices d'opinion sur les questions de société tant au niveau local qu'international. La plateforme « Femmes pour la qualité de la vie » a été conçue comme un outil de travail pour approfondir des thèmes dans lesquels la prise en compte de la « dimension femmes » paraît cruciale, comme la féminisation de la pauvreté, l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la paix et la justice. Elle constitue une contribution francophone mais de contenu multiculturel, complémentaires à d'autres documents produits par des réseaux internationaux. Elle est consultable sur le site : <http://www.reseau-feministe-ruptures.org>

D'autres associations de femmes et des individue-s se sont mobilisées autour de la plate-forme, laquelle a été mise en ligne sur le site officiel francophone du sommet (annexe 4).

Femmes et Changements a fait partie de la délégation officielle du Comité français pour le Sommet mondial du développement durable à Johannesburg et a participé au groupe de travail sur l'agriculture. La plate-forme figure dans le livre Blanc des acteurs français édité à cette occasion. Egalement membre du Collectif d'ONG « Collectif Jo'burg 2002 », Femmes et Changements a contribué à la déclaration des ONG françaises.

Les activités « femmes » au Sommet Mondial du Développement Durable (SMDD)

WEDO avait été l'organisatrice au Forum Global des ONG, avec Ilitha Labanthu, une ONG sud-africaine de l'espace femmes : Women Action Tent, où de nombreuses ONG ont pu tenir des ateliers autour des thèmes : paix et droits humains, globalisation et pauvreté, sécurité environnementale et santé, accès et contrôle des ressources naturelles (eau, énergie, terre) et gouvernance.

Ilitha Labanthu et African Center for Empowerment, Gender and Advocacy ont coordonné un « Train des femmes pour la paix » lequel a circulé dix jours depuis Kampala en Ouganda jusqu'à Johannesburg en passant par le Kenya, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana, en suscitant enthousiasme et adhésion. Il a fallu foubler les arrêts.

WIDE Femmes et Changements, le Réseau Palabras du Monde selon les femmes (Belgique/Afrique du Sud) avec le Collectif Féministe « Ruptures » (France), Ntic et Citoyenneté (Mauritanie), la Fondation pour la Femme Africaine, le Réseau RETDAF (Sénégal) ont animé un atelier sur la plate-forme « Femmes pour la qualité de la vie » au Forum Global des ONG à Nasrec avec une mise en action immédiate au cybercafé au Forum, un échange avec la Maison des Femmes de Paris en France.

Femmes et Changements, WIDE, le Réseau Palabras ont organisé un autre atelier au Pavillon français d'Ubuntu Village sur le thème « insécurité alimentaire et biodiversité », la finalité générale de l'atelier étant de montrer les liens entre la perte de la biodiversité, la souveraineté alimentaire et la globalisation de l'économie. Y sont intervenues : Vandana Shiva, directrice de Research Foundation for Science, Technology and Natural Resources et fondatrice de Navdanya en Inde, Elfrieda Pschorn-Strauss, directrice de Biowatch en Afrique du Sud, Eva Lachkovics du groupe de travail sur la biodiversité de WIDE Autriche, Francisca Rodriguez H. coordinatrice d'Anamuri au Chili et membre de Via Campesina.

Ces « Sommets de l'ombre ». Les organisations populaires, les sans terre, les pêcheurs, les mouvements anti-privatisation et anti-globalisation en lutte (à qui on a voulu interdire la rue pour le Sommet officiel) des activistes du monde entier ont fait entendre leurs voix au Forum des ONG ou en dehors de celui-ci réclamant plus de justice environnementale, sociale et culturelle. Il n'est donc pas étonnant que l'implication des femmes ait été forte, non seulement dans les lieux étiquetés comme spécifiquement femmes, mais dans tous ces forums, événements parallèles et particulièrement dans ce que j'appelle (un peu abusivement, vu l'importance qu'ils ont pris) les « Sommets de l'ombre ».

Le People's Summit : GENTA (Gender And Trade Network) Réseau africain d'IGTN International Gender and Trade Network et la Women's National Coalition d'Afrique du Sud ont coordonné ce sommet, lequel s'est tenu du 26 au 31 août à Nasrec et ensuite dans d'autres lieux alternatifs comme Share World. La pauvreté et la globalisation débattues par celles et ceux qui la subissent à travers auditions publiques, témoignages et tribunaux sur les thèmes de l'eau et l'alimentation comme droits humains, les alternatives autochtones et la médecine occidentale, l'absence de recours législatifs possibles, les causes de la corruption.

Le People's Earth Summit à St Stithians College sur les thèmes du climat et des énergies renouvelables, la sécurité alimentaire, les droits des peuples autochtones et ceux dépendants des forêts, les droits humains des femmes, des jeunes ainsi que la gouvernance et la responsabilité des entreprises. Biowatch y consacrait deux jours au Biopiracy Summit autour des savoirs et savoir-faire traditionnels des communautés paysannes dans la conservation de la biodiversité, leur contribution à la médecine traditionnelle et moderne, ainsi qu'à la productivité de l'agriculture, leurs droits et les droits de propriété intellectuelle, le brevetage du vivant.

Par ailleurs, signalons aussi que Böll Forum qui a associé de nombreuses femmes, chercheuses et activistes dans les ateliers et dans la rédaction du « The Jo'burg-Memo » Fairness in the fragile world, Memorandum for the World Summit on Sustainable Development.

Si nous voulons jeter un regard sur les résultats des négociations officielles en se référant aux attentes des ONG et des mouvements sociaux, ainsi qu'à la richesse de leurs propositions, force est de constater qu'un large fossé les sépare.

Les thématiques qui concernent les femmes sont variées. Les ateliers tenus par les femmes ont mis l'accent sur celles qui paraissent prioritaires au cours de cette période et qui s'articulaient avec des problématiques et luttes partagées par d'autres acteurs. Dans le plan d'action adopté à la Conférence officielle en 2002, l'enjeu du changement dans les modes de production et de consommation n'est abordé que par un vague « *encouragement pour promouvoir un programme sur dix ans pour accélérer l'orientation* » vers des modes plus durables et viables. L'agriculture revêt une importance capitale pour les femmes, ce qui a été souligné dans le texte, mais sans que soient vraiment traités les conséquences des modes de production industrielle sur la santé, l'environnement et l'exclusion croissante de la petite paysannerie où l'on trouve pourtant la majorité des femmes. Dans les domaines de l'accès à l'eau et les services d'assainissement, les Etats ont réaffirmé l'engagement de réduire de

moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à ces services d'ici 2015. Lorsqu'on regarde les négociations de l'AGCS, on ne peut que s'inquiéter. Ni le problème de l'annulation de la dette, ni les questions de paix et d'armement n'ont été abordés. Une mention sur la responsabilité des entreprises est faite dans le texte, mais elle n'est accompagnée d'aucune mesure contraignante.

L'impression générale des ONG est qu'il a fallu déployer beaucoup d'énergie pour éviter que le Sommet ne revienne sur des points déjà acquis auparavant ou dans d'autres enceintes onusiennes. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le paragraphe 47 sur la santé. Le caucus femmes soutenu par beaucoup d'ONG, de syndicats et d'officiels, est monté au créneau afin de voir remplacer la mention « *doit respecter les valeurs culturelles et religieuses locales* – dans l'accès aux soins de santé primaires - par « *en conformité avec les droits humains et les libertés fondamentales* ». Un compromis bâtarde a consisté à garder les deux énoncés ! Peu d'attention a été donnée dans les textes du Sommet à la santé environnementale, alors que c'est une question importante pour les femmes. (Cf. Plate-forme, annexe 4)

WEDO considère comme une avancée la prise en compte de la notion de genre dans le texte final à travers les nombreuses références spécifiques qui ont été faites concernant l'arrêt des violences et des discriminations contre les femmes ; la réduction de la mortalité des filles ; la nécessité d'accroître la participation des femmes dans la prise de décision et l'élaboration des politiques ; l'éducation pour toutes et tous ; l'accès à la santé, l'accès à la terre. La nécessité d'indicateurs désagrégés par sexe a été réaffirmée.

Pour la première fois, un document officiel des Nations Unies (et ceci grâce aux efforts de plaidoyer du Women's Caucus) mentionne le droit pour les femmes d'hériter de la terre. Mais, là encore, même si l'on peut considérer comme un succès le fait que le droit d'hériter a été explicitement reconnu, nous ne pouvons oublier que beaucoup d'entre elles tirent leur subsistance de ressources qu'elles trouvent dans leur environnement sur des terres non cultivées, les arbres des forêts et dans les cours d'eau et que donc ces ressources naturelles relèvent le plus souvent des « biens » communs. C'est dire toute l'importance de la mobilisation autour des biens communs mondiaux. Si nous avons accordé autant d'importance à l'insécurité alimentaire et à l'accès aux ressources naturelles, c'est d'une part, parce que la base de la sécurité alimentaire et des stratégies de survie des petits paysans – dont la majorité sont des femmes – réside dans de nombreux pays du Sud pour 90% dans l'utilisation de semences prélevées sur les récoltes et ressemées. On sait aussi que l'alimentation est très importante dans la lutte contre le sida. D'autre part, parce qu'ils sont révélateurs d'un mode de fonctionnement de nos institutions internationales qui crée les problèmes au lieu de les résoudre. Au lieu d'analyser les causes des dysfonctionnements, on cherche des palliatifs pour « réparer » sans remettre en cause nos modes de production et de consommation, en particulier dans les pays industrialisés.

Les associations et réseaux de femmes et de féministes ne peuvent être absentes des débats, campagnes, luttes en cours. D'autres lieux que les enceintes onusiennes sont à investir. Voilà posé le problème des alliances et du débat à l'intérieur des réseaux de femmes internationaux. La plate-forme « Femmes pour la qualité de la vie » avec son forum de discussion s'est inscrite dans cette perspective de recherche et de consolidation de partenariats.

(Extrait : « Le Sommet du Développement Durable (SMDD), Johannesburg, août-septembre 2002 vu du côté des femmes »).

4. La Marche Mondiale des Femmes dans les processus vers le Sommet des Peuple parallèle à Rio+20 : « Les Femmes dans la lutte contre la marchandisation de la nature et de la vie ! »

Les femmes et les hommes du monde entier résistent au fait que la nature soit considérée comme un ensemble de ressources au service du bénéfice lucratif des entreprises, vues comme inépuisables ou comme simples marchandises dont le prix augmente à mesure qu'elles se raréfient en raison de leur mauvaise utilisation. Les femmes sont particulièrement actives dans ces luttes. L'expérience d'invisibilité et de dévalorisation de leur travail de soin aux personnes est très similaire à l'invisibilité et à la dévalorisation de la nature. Le temps et l'énergie des femmes dédiés à prendre soin des personnes, à préparer à manger, l'affection donnée, la disponibilité d'écoute ne sont pas visibles et sont extensibles. Les femmes sont les premières à se lever le matin et les dernières à se coucher le soir dans la plupart des familles. Le temps et l'énergie des processus de régénération de la nature sont invisibilisés et traités comme des obstacles à surmonter pour que la machine à consommer continue de tourner à plein régime. Les femmes subissent des pressions constantes pour ajuster des logiques et des temps opposés, ceux de la vie et du profit, assumant ainsi les tensions qui en découlent. Leur travail est instrumentalisé pour détourner ou occulter les injustices provoquées par les institutions multilatérales, les gouvernements et les entreprises.

La société capitaliste et patriarcale est structurée selon une division sexuelle du travail qui sépare le travail des hommes et celui des femmes, et préconise que le travail des hommes a plus de valeur que celui des femmes. Le travail des hommes est associé à la production (ce qui se vend sur le marché) alors que celui des femmes est associé à la reproduction (la production d'êtres humains et des relations entre eux). Les représentations de ce qui est masculin et féminin sont duelles et hiérarchisées, tout comme l'association entre hommes et culture et femmes et nature.

La Marche Mondiale des Femmes lutte pour dépasser la division sexuelle du travail tout en promouvant le fait que le travail reproductif est la base de la vie humaine et des relations entre les personnes au sein de leur famille et dans la société. Nous pensons qu'il est possible d'établir (et dans certains cas de rétablir) une relation dynamique et harmonieuse entre les personnes et la nature, et que les femmes, dotées de leur très longue expérience, ont beaucoup à nous apprendre sur le sujet.

A Rio+20, faire avancer la lutte contre le capitalisme vert et affirmer les alternatives des femmes. Entre le 15 et le 23 juin de cette année 2012, le « Sommet des Peuples pour la Justice Sociale et Environnementale, contre la marchandisation de la vie et de la nature et pour la défense des biens communs » aura lieu au Parc du Flamengo (Aterro do Flamengo) à Rio de Janeiro, Brésil, parallèlement à la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, dite Rio+20. La réunion officielle fait référence aux vingt ans de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio92 ou ECO 92).

Le sommet est un espace construit par la société civile globale pour proposer une nouvelle manière de vivre sur la planète, en solidarité, contre la marchandisation de la nature et en défense des biens communs. Tandis que l'agenda officiel de Rio+20 privilégie ce que l'on appelle l'économie verte, les mouvements et réseaux internationales organisateurs du Sommet des Peuples - dont MMF fait partie - se positionnent contre ce nouvel habit du même modèle de production et de consommation capitaliste, responsable de la crise planétaire actuelle. Plus de 30 mille personnes sont attendues pour ces actions.

Un Comité Facilitateur de la Société Civile Brésilienne (CFSC), intégré par les mouvements sociaux, les organisations non-gouvernementales, les collectifs et réseaux, s'occupe de tous les détails (comme la méthodologie, la communication et la mobilisation). Le CFSC est coordonné par le "Groupe d'Articulation", qui réunit de nombreux mouvements sociaux et réseaux nationaux comme la MMF, la CUT, la Via Campesina, le Réseau Brésilien d'Intégration des Peuples (Rebrip), les mouvements de jeunes et environnementaux. A partir des débats dans ces instances, nous sommes arrivés à l'architecture suivante pour les activités du Sommet :

5 : journée d'action globale contre le capitalisme

15 et 16 : activités autogérées (organisées par des réseaux et/ou coalitions)

17 : Plénières de convergence pré-assemblée

18: activités autogérées et mobilisations (matin), Plénières de convergences pré-assemblée (après-midi)

19 : activités autogérées et mobilisations (matin), Assemblée des peuples/Causes structurelles et fausses solutions (après-midi)

20 : Journée de mobilisation nationale/globale. Une grande manifestation à Rio de Janeiro et dans plusieurs villes brésiliennes pour exprimer la lutte des peuples contre la marchandisation de la nature et en défense des biens communs.

21: activités autogérées et mobilisations (matin), Assemblée des peuples. Nos solutions (après-midi)

22 : Assemblées des peuples – Agenda de luttes et campagnes (matin) + Activité culturelle de clôture (après-midi)

23 : Évaluation du sommet.

À l'intérieur du sommet, avec d'autres mouvements sociaux qui partagent notre vision anticapitaliste, anti-patriarcale et anti raciste, nous, femmes de la MMF nous mettons l'accent sur l'Assemblée Permanente des Peuples (APP), espace où, au moyen de témoignages et d'analyses, d'échanges et de solidarité, de mobilisation et d'actions concrètes, nous devons relever le défi de renforcer les luttes actuelles et de convoquer de nouvelles actions et de nouvelles initiatives, qui créeront de nouvelles plateformes d'unité. L'APP s'organisera autour de trois axes :

- les causes structurelles de l'actuelle crise de civilisation, sans la fragmenter en crises spécifiques – énergétique, financière, alimentaire, environnementale ;
- l'affirmation des pratiques de résistance et des nouveaux paradigmes et alternatives construits par les peuples ;
- l'agenda politique/calendrier des luttes pour la prochaine période

Un groupe de travail sur Méthodologie débat actuellement sur la meilleure forme d'organiser l'APP pour rendre visible et affirmer de nouveaux paradigmes.

La MMF dans les débats pour Rio +20. Nous sommes présentes dans cette construction comme partie d'un processus global de résistance au capitalisme, qui est patriarcal et raciste et qui aujourd'hui se propage chaque fois plus dans toutes les sphères de la Vie. Notre participation au processus vers RIO+20 a pour objectifs de parvenir, avant même le sommet, à rendre visibles les luttes qui se mènent actuellement dans nos pays contre les fausses solutions et contre le capitalisme vert Et d'un point de vue féministe (antisystème et critique), à provoquer un débat ouvert pour démasquer les intentions des transnationales et des gouvernements en matière d'économie verte et sur les effets qu'elle a sur la vie des femmes et à faire connaître les propositions alternatives des femmes pour bien vivre et vivre ensemble, grâce à notre participation active avec nos alliés. Nous partons des débats et des actions organisés tout au long de notre histoire comme mouvement et qui sont synthétisés dans nos champs d'action, en particulier dans celui de « Bien commun et services publics ». Site : <http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/biencomun/fr>

Nous positionnons le féminisme depuis le champ de la critique aux fausses solutions à la crise environnementale et pour affirmer que le nouveau discours du capitalisme, qui aujourd'hui se traduit par les vocables "Economie verte", est le même modèle de marché qui marchandise notre vie, nos corps et nos territoires. Nous disons NON! aux fausses solutions proposées par le marché et ses agents, comme les marchés carbonés, les agro-combustibles, les mécanismes de REDD et REDD++ et la géo-ingénierie. Nous n'acceptons pas des « solutions » qui ne font que générer plus de commerce et qui ne changent pas le modèle de production, de consommation et de reproduction sociale. Mais également pour affirmer que les alternatives construites et proposées à partir des peuples doivent intégrer une dimension génératrice d'égalité, en insistant sur le fait que, pour que celles-ci soient des alternatives globales véritables, elles doivent envisager l'égalité entre hommes et femmes, le droit des femmes à une vie sans violences et la juste répartition du travail domestique et des soins, entre les hommes et les femmes. Nous ne partons pas de rien, mais des connaissances accumulées dans le cadre de l'économie féministe qui veut relever le défi de la durabilité de la vie humaine.

Ce débat de critique du capitalisme et du développement d'alternatives ne se réalise pas dans le cadre institutionnel de l'ONU ou de ses espaces de dialogues avec la société civile, qui bien des fois est réduit à l'addition de clauses de genre dans les traités, dans la même logique que celle des négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Nous croyons qu'un tel débat sur les alternatives ne peut avancer qu'avec un grand travail de prise de conscience auprès des femmes et dans des espaces d'alliance avec d'autres mouvements sociaux qui luttent également contre le système capitaliste, patriarcal et raciste. Nous avons été présentes dans cette perspective dans plusieurs espaces des peuples parallèles aux sommets officiels comme la COP (Conférences de parties) de la Convention sur le Changement Climatique de l'ONU organisés à Bali (2008), Copenhague (2009), Cancún (2010) et Durban (2011). Nous participons en outre à des processus construits conjointement avec les peuples, en particulier, le Sommet des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère (Cochabamba, Bolivie, 2010) et le Forum Social Thématique « Crise du Capitalisme, justice environnementale et sociale » (Porto Alegre, Brésil, Janvier 2012).

Actions déjà prévues par la MMF. Dans tous les événements internationaux auxquels nous participons en tant que MMF (Forums sociaux mondiaux, autres sommets), nous construisons notre stratégie d'intervention en coordination avec la dynamique et l'orientation de la CN (Coordination Nationale) qui accueille l'évènement. C'est ainsi qu'en plus de notre participation au Groupe de coordination, la CN-Brésil approfondit la discussion sur le sommet RIO+20 et le Sommet des peuples avec sa base, dans le cadre d'activités nationales de formation et des débats lors des réunions de la coordination nationale. Nous coordonnons notre participation aux activités et mobilisations avec les mouvements sociaux alliés (Via Campesina, Amis de la Terre, etc). Pendant le Sommet, nous envisageons d'avoir les espaces suivants :

1. Camp de la MMF pour environ un millier de femmes: ce sera un espace de logement, organisation et échange, tant pour la délégation brésilienne que pour les délégations internationales de la MMF des autres pays qui viendront à Rio. Les comités de la MMF dans les Etats brésiliens organisent déjà des activités de formation, de mobilisation et de financement pour garantir la présence de leurs délégations ;
2. Participation aux débats organisés dans le cadre du Sommet: nous organisons nos activités de façon à mettre l'accent sur la construction des plénières de convergence et de l'Assemblée permanente des Peuples, de façon à garantir que la perspective féministe soit bien présente dans ces processus ;
3. Mobilisations ;
Avec nos alliés, nous planifions de nombreuses actions de rue tous les jours du Sommet. Le travail est en cours pour donner de la visibilité à l'agenda féministe dans ces mobilisations. Par exemple, en ce qui concerne les luttes contre les entreprises minières (principalement la transnationale Vale), nous voulons dénoncer le fait que l'offensive du capital sur les territoires est aussi une offensive contre nos corps, le thème de la violence, de la prostitution ;
- 4 Le 18 juin sera une journée de mobilisation des femmes, organisée par tous les mouvements de femmes du Brésil et les femmes des mouvements mixtes associés à la MMF, lors de laquelle nous voulons manifester fermement notre position féministe contre le capitalisme vert.

Sur le plan interne de la MMF, le Comité et le Secrétariat international ont créé un groupe de travail pour échanger les informations, élaborer les documents qui aident à la formation tournée vers l'action et l'action politique, obtenir une participation visible dans le sommet, évalué le suivi et coordonner l'action de nos militantes qui suivent le thème dans les différents pays.

Le 5 juin: Journée de Mobilisation Internationale. Conscientes de la nécessité de générer un processus plus ample de critique de l'économie verte, durant le Forum Social Thématique « Crise capitaliste, Justice sociale et environnementale » réalisé à Porto Alegre (RS), Brésil, du 24 au 29 janvier 2012, l'Assemblée des Mouvements Sociaux a défini la construction d'une journée mondiale

d'action commune le 5 juin, dans le but d'envoyer un message fort à chacun de nos gouvernements avant la conférence de l'ONU Rio+20. A cette date, qui coïncide avec la Journée Internationale de l'Environnement, nous allons mettre en évidence notre position contre les politiques qui sont au service des entreprises transnationales et qui impliquent la marchandisation de la nature, de nos vies et de nos corps et affirmer nos alternatives. Comme partie de nos alliances, nous avons renforcé nos axes communs de lutte, décidés en 2011, à Dakar: contre les multinationales, pour la justice climatique et pour la souveraineté alimentaire, pour l'élimination des violences faites aux femmes, pour la paix et contre la guerre, le colonialisme, l'occupation et la militarisation de nos territoires. Cliquer pour lire la déclaration de la Assemblée des mouvements sociaux à Porto Alegre 2012 : http://www.marchemondiale.org/alliances_mondialisation/asamblea-movimientos-sociales/declarations/poa-2012/fr

De plus au Brésil, pendant les journées de Rio+20, nous préparons une mobilisation avec une importante présence nationale et internationale, le 20 juin.

Rio +20 : un regard sur le processus officiel. En janvier 2012, les Nations Unies ont lancé, le brouillon 0 du document préparatoire des discussions officielles avec comme titre « *Le futur que nous voulons* ». Le document pose beaucoup de problèmes: il présente l'économie verte et la participation du secteur privé comme la solution aux problèmes qu'eux-mêmes ont créés et continueront de créer ; il réaffirme le Round de Doha de l'OMC, la déclaration de Paris sur la coopération internationale et la COP-17, tous les accords qui renforcent l'intérêt des corporations. Et, à la fin, il propose comme mesures concrètes l'établissement d'Objectifs de Développement Durable. Ceux qui suivent le thème de près, attirent l'attention sur le fait que ceux-ci sont la répétition de ce qu'ont été les Objectifs du Millénaire, des accords aux rabais qui mettent à la poubelle tous les accords du cycle de Conférences sociales des Nations Unies dans les années 1990. Nous, de la MMF Brésil, nous n'ont n'avons jamais considéré réellement satisfaisants les résultats de ce cycle de conférences. Nous sommes très inquiètes de la signature d'accords largement acceptés qui jettent les bases de nouveaux négoce, comme par exemple l'Accord de Dublin et l'expansion postérieure de la privatisation de services d'eau.

Dans le processus officiel, il y a un Major Group de femmes. Elles ont présenté leurs contributions au brouillon 0 en novembre 2011. Dans ce document, il y a des considérations avec lesquelles nous sommes en partie d'accord comme par exemple, la proposition de mesures concrètes pour la réduction rapide et l'élimination de substances toxiques dangereuses utilisées dans les pesticides et fertilisants; l'élimination des subventions à des énergies non durables, comme le nucléaire et les sables bitumineux; l'affirmation du principe de précaution; la demande de protection des systèmes de connaissance traditionnelle des femmes indigènes vis-à-vis de leur appropriation et leur exploitation par les corporations. Le groupe est critique du terme « économie verte » et propose de le remplacer par « économie équitable et durable » et en décrit les principes. De plus, il attire l'attention sur les limites du PIB comme mesure du bien-être et propose des indicateurs pour évaluer les impacts de genre.

Toutefois, toutes ces contributions n'apparaissent pas dans le brouillon 0 de l'ONU, qui ne fait qu'une référence générique à l'inégalité de genre, en mentionnant que le développement durable dépend de la contribution des femmes, qu'il est nécessaire d'effacer les barrières qui empêchent celles-ci de participer intégralement à l'économie et de prioriser des mesures qui promeuvent l'égalité de genre. Le brouillon incorpore également la nécessité de développer des indicateurs qui prennent en compte simultanément l'économique, l'environnemental et le social.

Nous considérons qu'une analyse réduite aux impacts différenciés de genre peut se limiter à la description des impacts positifs et négatifs de manière fragmentée. Par exemple, à l'apogée de la globalisation néolibérale, l'augmentation du travail rémunéré des femmes dans les machines et l'agriculture d'exportation sont considérées comme des effets positifs: les femmes ont un revenu propre et en conséquence elles tendent à plus d'autonomie. Cependant, il y a également des impacts négatifs, essentiellement les conditions précaires de travail. Dans cette logique, les aspects positifs et négatifs s'équilibreraient. Mais nous, nous donnons priorité à un regard qui analyse comment le capitalisme se sert des structures patriarcales dans son processus actuel d'accumulation. Plus d'info sur le Sommet: www.rio2012.org.br

5. Positions des associations généralistes

Position du Collectif français Rio+20 (à l'initiative de l'Association 4D)

En France, du côté de la société civile française, plusieurs acteurs se sont rassemblés au sein du Collectif Rio+20 afin de nourrir l'émergence d'un nouveau modèle de développement équitable, solidaire, multiculturelle, fondé sur le socle des droits humains et sociaux et qui respecte la rareté des ressources naturelles. (Extrait Association 4 D, Bulletin Février-mars 2012).

Vingt ans après la première conférence sur l'environnement et le développement à Rio et dix ans après celle de Johannesburg, les chefs d'État et de gouvernement vont se réunir une nouvelle fois à Rio du 20 au 22 juin 2012 pour effectuer un bilan de l'état de la planète et tracer des perspectives. En vingt ans, ces grandes conférences internationales ont soulevé beaucoup d'espoir et débouchèrent sur énormément de déceptions. Depuis les échecs de Johannesburg (2002), Copenhague (2008), Nagoya (2010) et Durban (2011), la gouvernance internationale en matière d'environnement est en panne.

Alors que les crises écologiques n'ont jamais été aussi critiques, qu'elles mettent en péril jusqu'à la survie même de l'humanité, la conférence de RIO s'apprête à être le théâtre d'échanges policés ne débouchant pas sur de véritables mesures de rupture. Pire, certaines multinationales cherchent à profiter de cette conférence onusienne pour relancer l'idée d'une croissance verte qui passerait par une financiarisation des biens communs de l'humanité. Les agro-carburants, l'agriculture raisonnée, les nanotechnologies, la voiture électrique ou la séquestration du carbone sont ainsi autant d'illusions entretenant l'idée selon laquelle le modèle économique actuel pourrait survivre moyennant quelques adaptations de pure forme. Face aux crises climatiques, énergétiques et à l'effondrement des écosystèmes, l'action ne peut plus se résumer à une accumulation de discours enflammé et de fausses mesures nous faisant perdre un temps précieux. La conférence internationale de RIO+20 doit être une heure de vérité. L'exemplarité et la cohérence doivent être au rendez-vous au risque de faire de cette énième conférence onusienne un véritable carnaval du greenwashing.

Suite à une demande du président brésilien Lula à l'Assemblée Générale de l'ONU en 2009, les Nations Unies ont donné leur accord pour la tenue du prochain Sommet de la Terre en 2012, à Rio de Janeiro, au Brésil. La qualité de la réflexion qui sera produite et l'ampleur de la demande de la société civile auront un impact majeur sur les résultats de la Conférence. En effet, les propositions de la société civile dépassent le raisonnement fondé sur les frontières et les intérêts généraux auxquels les Etats sont contraints. Par exemple, le thème de l'économie verte qui cherche encore sa définition, apparaît dès les premières négociations préparatoires comme un point de clivage entre le pays du Nord et du Sud. Car les derniers évoquent notamment le manque de pilier social dans le thème de l'économie verte. C'est la raison pour laquelle les acteurs de la société civile ont un rôle majeur dans la préparation en amont de la Conférence. La mobilisation, pression pour l'adoption d'un accord plus ambitieux capable de répondre aux enjeux de l'humanité. En outre, des initiatives de mobilisation de la société civile dans d'autres pays ont émergé peu à peu, notamment au Brésil, au Canada et en Inde. La tenue d'un Sommet des Peuples en parallèle de la Conférence onusienne se tiendra du 15 au 22 juin 2012. Contact : Miriam Garcia sa coordinatrice, courriel : mgarcia@association4d.org

Position d'ATTAC-France : « Rio+20 : La nature est un bien commun, pas une marchandise. Non à leur économie verte ! » Activités et mobilisations

Quarante ans après la Conférence internationale de Stockholm sur l'environnement en 1972, vingt ans après le Sommet de Rio sur l'environnement et le développement en 1992, l'Assemblée générale des Nations unies a convoqué une nouvelle Conférence internationale sur le développement durable, qui se tiendra à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012.

Alors que les crises financières et économiques font des ravages, les Etats prétendent que leur « *économie verte* », imaginée comme l'extension de la finance, de ses logiques et ses instruments, à la gestion de l'ensemble de la nature et des communs de l'humanité (biodiversité, climat, etc.) permettra de résoudre l'ensemble des crises auxquelles nous sommes confrontés. Attac France considère au contraire qu'étendre l'emprise de la finance sur les éléments essentiels à la vie et vouloir intégrer la nature dans le cycle du capital est criminel et inacceptable. Avec ses partenaires français, européens et internationaux, Attac France s'opposera à ces projets avec une grande détermination en affirmant que des alternatives existent, en montrant que les propositions et expériences pour d'autres projets de sociétés fondés sur le partage et les solidarités ne manquent pas. Attac France participera au Sommet des Peuples qui se tiendra du 15 au 23 juin à Rio en parallèle de la Conférence officielle, ainsi qu'à diverses initiatives organisées en France.

Activités et mobilisations en France : Attac France est engagé dans deux espaces collectifs. Le premier très large, à l'initiative de l'Association 4D, le collectif français Rio+20 (<http://collectif-france.rio20.net/>) au sein duquel Attac France a participé au travail de rédaction de différents documents de positionnement, dans une perspective plutôt tournée vers du lobbying. Le second, auquel participent les Amis de la Terre, le CRID, Solidaires, la FSU, la Confédération paysanne, AITEC-IPAM, France Libertés, Agir pour l'environnement, etc. est plus tournée vers la mobilisation citoyenne. Il a pris les initiatives suivantes, dans une perspective visant à décliner la campagne internationale contre « *leur économie verte* », site : <http://nogreeneconomy.org> :

Samedi 9 juin de 13 H. à 19 H. salle des Diaconesses 75012 Paris : conférence-débat de décryptage des enjeux de Rio+20 et de l'économie verte. Le programme est disponible sur le site www.france.attac.org **Actions le 20 juin 2012 :** en réponse à l'appel à la Journée d'Action Globale le jour de l'ouverture de la Conférence officielle. Des actions de rue seront organisées ce jour-là pour dénoncer le rôle des multinationales impliquées dans l'extraction des ressources naturelles et celui des banques et institutions financières qui financent ces projets. Dans ce cadre, deux documents ont été finalisés, un texte de positionnement et un appel à actions. Voir www.france.attac.org/articles/la-nature-est-un-bien-commun-non-leur-economie-verte Réunions publiques et initiatives autour des enjeux de Rio+20. sur l'agenda militant.

Sommet des peuples à Rio de Janeiro (15-23 juin). Une vaste coalition de près de 400 organisations brésiliennes organise, en lien avec les mouvements internationaux, dont Attac France un « *Sommet des peuples pour la justice sociale et écologique, contre la marchandisation de la vie et pour la défense des biens communs* » qui se déroulera du 15 au 23 juin 2012 (<http://cupuladospovos.org.br/fr/>). Il sera le prochain grand moment de la construction du mouvement pour la justice globale, du mouvement altermondialiste. Plusieurs outils de communication seront utilisés pour rendre compte des activités du Sommet des Peuples (site, blogs,...) notamment grâce à la participation d'une équipe d'Attac TV qui sera sur place. Toutes les précisions seront sur www.france.attac.org

Liens site internet : préparation de la Conférence :
<http://www.conference-rio+20.gouv.fr/les-dialogues-du-developpement-r122.html>

Liste des événements parallèles qui auront lieu à Rio+20 :

http://www.uncs2012.org/rio20/meetings_sideevents.html

<http://alter-echos.org/justice-climatique/rio20-du-developpement-durable-a-leconomie-verte-quels-enjeux-quelle-alternative/>

Alter-Echos (www.alter-echos.org) publie une vidéo (16 minutes – sous-titrée en français) qui aborde, à partir d'interviews de chercheurs et militants engagés réalisées ces derniers mois, les enjeux de cette conférence internationale (20 - 22 juin) et du Sommet des Peuples (15 - 23 juin) qui se tiendra en parallèle.

Parmi les questions abordées : Que signifie passer du développement durable à l'économie verte ? Que se cache-t-il derrière ce nouveau concept d'économie verte : la croissance verte ? le capitalisme vert ? Autre chose ? Quel bilan faut-il tirer de ces vingt dernières années alors que la dégradation écologique s'est accélérée, les inégalités se sont creusées et que les démocraties sont mises à mal ? Quelles perspectives ? Quelles alternatives pour une économie du bien vivre dans un monde soutenable ?

